

Avis adopté

Séance plénière du 23 octobre 2024

Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)

CGT-FO

Depuis plusieurs années malheureusement l'état de la France se dégrade à chaque fois encore un peu plus. Nous ne pouvons que déplorer cette situation qui est avant tout la conséquence des choix politiques et d'un entêtement à vouloir à tout prix poursuivre un libéralisme sans limite et à détruire tous les cadres qui ont permis à la France de prospérer et de mettre en place un système social basé sur la solidarité et la protection des personnes.

Sans chercher le pessimisme, il est à craindre qu'on revienne l'année prochaine avec les mêmes constats faute de réelles actions pour répondre aux attentes de changement de politique économique exprimées notamment en juin dernier lors des élections. Il devient vital de mettre en place, immédiatement, une réelle politique de réindustrialisation du pays et de ré-internalisation d'activités et de savoir-faire abandonnés depuis des décennies. En 1972 l'industrie constituait 19% de notre PIB pour atteindre à peine 11 % aujourd'hui. Certes de plus en plus d'usines se créent en France ces dernières années, mais nous sommes encore loin des 20 % de part de PIB industriel de nos voisins allemands, par exemple. Notre réindustrialisation doit par ailleurs se réaliser en tenant compte des nouvelles réalités socioéconomiques avec un poids de plus en plus prégnant des enjeux environnementaux.

De même les industries liées à la numérisation et au développement de l'IA occupent une place géostratégique importante et constituent la base même des secteurs à maîtriser pour gagner en autonomie et en indépendance.

Pour FO, la France doit également investir dans la recherche et les technologies d'avenir afin de se donner les moyens de développer de nouveaux champions industriels de dimension internationale. Comment redonner de l'espoir et permettre à chacun de se projeter et de croire en son avenir quand des millions de personnes voient, jour après jour, leur situation sociale se dégrader et leurs droits et acquis s'étioler ?

L'avis sur le Raef montre bien comment les inégalités se creusent et que le ruissellement tant vanté ne fonctionne pas et qu'à l'inverse, il a enrichi les plus fortunés. De plus, les conditions de vie et de travail de la grande majorité de la population se

dégradent, les salaires ne suivent pas l'inflation, le chômage ne se stabilise qu'à travers une offre d'emplois précaires et des radiations qui mettent les jeunes, en particulier, dans des situations qui ne leurs permettent pas de sortir de la dépendance pour mener leur projet de vie de manière autonome.

Les frustrations s'accumulent et le doute dans l'avenir s'installe : près de 1.5 millions de jeunes ne sont ni en formation ni en emploi (NEETS). Face à l'absence de perspectives, des pans entiers de notre société s'enferment ou recherchent des boucs émissaires.

L'avis du CESE sur le Raef 2024 doit servir de lanceur d'alerte. C'est un signal fort que la société civile organisée envoie au monde politique pour le sensibiliser à la nécessité de repenser les actions mises en place, afin d'agir pour répondre aux demandes de l'ensemble des travailleurs et travailleuses de notre pays, et leurs donner d'autres perspectives. Comment préserver et renforcer notre système de protection sociale qui a porté notre société à des niveaux élevés de progrès ? Comment mobiliser l'ensemble des forces pour réindustrialiser le pays, lui permettre de gagner en autonomie stratégique, tout en consolidant les valeurs de solidarité et de partage afin d'emmener l'ensemble de la société vers un monde meilleur ?

FO, porteuse des valeurs de progrès et d'égalité chères à notre République se joint au CESE et appelle à agir pour plus de justice sociale, plus d'égalité et de protection sociale collective. FO reste cependant dans ses seules prérogatives institutionnelles et laisse donc aux politiques la responsabilité de donner sens à ces alertes afin de répondre aux attentes des salariés et des retraités par des actions concrètes incarnées dans les politiques publiques.

Le groupe FO salue ce travail du CESE et a voté en faveur de cet avis.